

Politique de confidentialité du site des archives municipales de Toulouse

La présente politique de confidentialité a pour objectif d'informer les utilisateurs du site des archives municipales de la ville de Toulouse de manière transparente sur la collecte, l'utilisation et la protection de leurs données à caractère personnel lors de la consultation des contenus, de l'utilisation des services en ligne ou de la prise de contact avec nos services.

La Ville de Toulouse, en sa qualité de responsable de traitement, s'engage à assurer que la collecte et le traitement des données personnelles réalisés à partir de ce site soient conformes au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données (RGPD) ainsi qu'à la législation française applicable en matière de protection des données.

Finalités des traitements et bases légales des traitements de données mis en œuvre

Les données personnelles collectées sont strictement limitées à ce qui est nécessaire au fonctionnement des services proposés par les Archives municipales.

Finalités de traitement	Base Légale de traitement
Gestion des demandes de renseignement et d'accès aux archives	Mission d'intérêt public de la ville de Toulouse
Gestions des inscriptions aux activités proposées par les archives municipales	Intérêt légitime de la ville de Toulouse
Gestion des demandes de stage	Intérêt légitime de la ville de Toulouse
Gestion de la newsletter	Consentement de l'utilisateur
Gestion des cookies : cookies fonctionnels	Intérêt légitime de la ville de Toulouse
Gestion des cookies : catalogues interactifs (Flickr)	Consentement de l'utilisateur
Gestion des cookies : commentaires (via Facebook)	Consentement de l'utilisateur
Gestion des cookies : communication personnalisée (Facebook Pixel)	Consentement de l'utilisateur
Gestion des cookies : mesures d'audience (Google Analytics)	Consentement de l'utilisateur
Gestion des cookies : réseaux sociaux (Twitter, Facebook,	Consentement de l'utilisateur
Gestion des cookies : services d'API (X-Twitter)	Consentement de l'utilisateur
Gestion des cookies : vidéos (YouTube, INA)	Consentement de l'utilisateur

Catégories de données

Dans le cadre des traitements précédemment décrits, les catégories de données suivantes :

- Données d'identification : civilité (madame, monsieur), nom, prénom
- Données de contact : adresse, téléphone, courriel

- Données relatives à la vie personnelle : Données potentiellement fournies dans les zones de texte libre dans les formulaires
- Données relatives à la vie professionnelle : Données potentiellement fournies dans les zones de texte libre dans les formulaires

Destinataires des données

Les destinataires de données sont les agents habilités des services des archives municipales.

Dans le cas où des sous-traitants interviendraient dans la mise en œuvre des traitements, un encadrement spécifique conforme à l'article 28 du RGPD est établi avec ces derniers.

Durées de conservation des données

Les données sont conservées :

- Newsletter : Jusqu'au retrait de votre consentement puis effacement.
- Formulaires de contact divers et demandes de stage : 2 ans après le dernière contact avec l'utilisateur.

Sécurité des données

La Ville de Toulouse met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des informations traitées, et veille à ce que les données ne soient conservées que pour la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Droits des personnes concernées

Conformément au RGPD, vous disposez de droits sur vos données personnelles, notamment un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement d'opposition et de retrait de votre consentement.

Vous pouvez exercer ces droits par voie postale auprès de la Direction des Archives municipales - 2 rue des Archives - 31500 Toulouse, ou par courriel à DPO-TM-VILLE@toulouse-metropole.fr.

Par ailleurs, vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle (la CNIL) dans le cas où vos droits et libertés ne seraient pas respectés par la Ville de Toulouse.